



FRANCE

Bac : des « inégalités de traitement » dénoncées

Les élèves passeront à partir de lundi les épreuves de spécialité. Le ministre de l'éducation, Pap Ndiaye, a accordé in extremis deux jours de révision à tous

Dans tous les lycées», les journées du vendredi 17 et samedi 18 mars « seront consacrées, pour les élèves de terminale, aux révisions » des épreuves de spécialité, soit pendant les cours soit par « du temps libéré ». Le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, l'a annoncé dans une lettre adressée aux élus du Conseil national de la vie lycéenne, mardi 14 mars, « par souci d'égalité ». Une réponse à leur demande adressée quelques jours plus tôt et une manière d'éteindre la contestation montante.

Les élèves de terminale n'ont, il est vrai, plus que quelques jours pour être prêts. Du lundi 20 au mercredi 22 mars, les 536 000 candidats passent les deux épreuves d'enseignement de spécialité du baccalauréat, qui comptent pour un tiers de la note finale du baccalauréat. Et, pour la première fois depuis la mise en place du nouveau bac – les deux dernières éditions avaient été perturbées par la pandémie de Covid-19 –, ces notes entreront dans l'examen des dossiers sur Parcoursup.

Alors, la pression monte. Or, en discutant les uns avec les autres en direct ou sur les réseaux sociaux, les lycéens se sont aperçus qu'ils n'avaient pas tous les mêmes conditions de préparation. A Toulouse, Jeanne (les élèves et enseignants cités par leur prénom

n'ont pas souhaité donner leur nom), qui va passer les spécialités « humanités, littérature et philosophie » et « histoire, géographie, géopolitique et sciences politiques », ne comprend pas. « Dans mon lycée, nous avons juste les enseignements de spé dans les prochains jours, mais certains de mes amis ont cours jusqu'à la fin de la semaine et d'autres ont juste le vendredi de libéré », décrit-elle.

Une « improvisation »

Les parents d'élèves s'affolent aussi : « Mon fils aura cours jusqu'au vendredi inclus, c'est compliqué », rapporte Loïc Breilloux, dont l'enfant est scolarisé en Haute-Vienne. Au lycée Marie-Curie de Sceaux (Hauts-de-Seine), lundi 13 mars au matin, ces craintes se sont traduites par le blocage de l'établissement par les élèves de terminale pour demander plus de temps pour réviser.

Les enseignants tentent de gérer comme ils peuvent. Alice, professeure de philosophie en banlieue lyonnaise, se retrouve depuis le début de la semaine avec des « bouts de classe ». Dans son lycée, les élèves ont la possibilité de s'inscrire sur des créneaux de révisions qui ont lieu en même temps que les enseignements du tronc commun. Des élèves l'ont même prévenue qu'ils ne « viendraient pas en cours pour [pouvoir] réviser ».

Des différences d'organisation

qui créent des « ruptures d'égalité entre les élèves en raison d'une absence de cadrage à l'échelle nationale », dénonce Christine Guimmonet, professeure d'histoire-géographie et secrétaire générale de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie.

Dans une « logique d'harmonisation ultime des pratiques », selon le ministère, Pap Ndiaye a donc décidé d'octroyer ces journées de révisions à quelques jours de la tenue des épreuves. Et c'est au tour des représentants des enseignants et des chefs d'établissement d'exprimer leur mécontentement face à ce que tous dénoncent comme une « improvisation ». « Ce genre de décision s'anticipe », s'énerve Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-UNSA, le principal syndicat des proviseurs, qui rappelle que l'organisation pédagogique des enseignements relève de la compétence des chefs d'établissement. « On envoie tout de même le signal aux candidats que le bac se prépare la veille », se désole-t-il.

Des sujets différents

Radouane M'Hamdi, proviseur du lycée André-Boulloche à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), ne dit pas autre chose. Il n'avait pas prévu de banaliser la fin de semaine, souhaitant en profiter pour « finir le programme ». Il se trouve bien ennuyé par ce revirement ministériel : « Ça bouscule



notre calendrier, ça va être compliqué pour mes équipes.» Depuis la rentrée 2022, la tenue des épreuves de spécialité en mars, pour la première fois, met lycéens et équipes pédagogiques sous tension. Les enseignants craignent de ne pas avoir le temps de finir le programme et certains viennent à peine d'en venir à bout.

«Lorsque les épreuves avaient lieu en juin, nous avons le temps pour organiser une bonne semaine de révisions pendant nos cours», relate Sophie Vénétiay, secrétaire générale du SNES-FSU. Une grande partie des syndicats demande d'ailleurs le retour des épreuves en fin d'année scolaire. «Les élèves sont complètement épuisés avec cette année au pas de course, note Agathe, enseignante de SVT à Nancy. Et ils voient très clairement qu'ils n'ont pas tous droit à la même préparation.» Si elle se réjouit de la décision ministérielle, elle estime que celle-ci intervient «trop tard».

Les craintes montent aussi sur l'égalité de traitement face aux épreuves. Ainsi, sur les huit spécialités les plus demandées, les élèves peuvent composer soit le lundi, soit le mardi, sur des sujets différents. Si c'était déjà le cas lors de la session 2022 – qui s'était déroulée en mai –, les inquiétudes des élèves sont, aux dires des enseignants, renforcées en raison de la prise en compte dans Parcoursup. Tom, lycéen à Brest, se dit ainsi «très inquiet et même un peu en colère». «Il peut y avoir des sujets plus simples que d'autres ou des parties du programme sur lesquelles je suis plus à l'aise, note-t-il. C'est d'autant plus stressant que ça va compter pour Parcoursup, donc pour notre avenir.»

Face à ces craintes, le directeur général de l'enseignement scolaire, Edouard Geffray, se montre rassurant. Il n'a eu connaissance d'«aucun recours» l'an passé et d'«aucune distorsion de notation

entre le premier et le second jour des épreuves». «Les commissions d'harmonisation sont faites pour ça. Elles ont pour objectif de corriger d'éventuels écarts de notation, que ce soit entre correcteurs ou entre épreuves», détaille-t-il. ■

MINH DRÉAN

ET SYLVIE LECHERBONNIER

«Ça bouscule notre calendrier, ça va être compliqué pour mes équipes»

RADOUANE M'HAMDI

proviseur au lycée André-Boulloche de Livry-Gargan

